



CE VMF du 17 et 18 MARS 2010

Mesdames, Messieurs les membres du CE VMF

Ce que la CFE-CGC a dénoncé depuis plus de 2 ans au sein de l'observatoire du stress, n'était pas qu'une simple élucubration de 2 syndicats.

Après les rapports Technologia, Secafi et Boulanger, Mme Catala inspectrice coordinatrice du travail a remis un rapport de 82 pages totalement accablant pour la Direction de France Télécom.

Elle souligne en effet la responsabilité pleine et entière de M. Didier Lombard toujours président de France Télécom, de M. Barberot, toujours Directeur des ressources humaines du groupe et de M. Wenes qui est resté à pantoufler 4 mois dans l'entreprise avant d'atteindre sa retraite chapeau.

Si nous sommes satisfaits que le suicide de Jean Paul Rouannet soit enfin reconnu comme accident de service, nous dénonçons la débauche de rapports, d'expertises et d'énergie qui ont été nécessaires pour que celui là même qui porte la responsabilité de la crise finisse par en convenir.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas sortis de la crise des suicides, nous en avons eu une preuve encore lundi, avec un nouveau geste désespéré d'un collègue de Châlon en Champagne. Les salariés sont toujours dans l'attente d'un signe fort de la part de la nouvelle direction. Ce signe fort ne peut pas s'exprimer avec M. Lombard toujours présent et M. Barberot toujours aux commandes de la DRH.

Vu des salariés, le nouveau contrat social a des ratés.

Nous notons que, comme geste fort, l'entreprise recrute l'ancien DRH de SRF, pour 135 Kilo-euros par an de SGB.

Cet ancien DRH qui a participé à l'externalisation des centres d'appels de SFR.

Avec la suppression de 22 000 postes en 3 ans et de plus d'un tiers des postes en 7 ans, notre entreprise a subi le plus grand plan social des années 2000 de l'industrie française, un plan qui ne dit pas son nom !

La publication des résultats 2009 montre que malgré la violence des réorganisations, le chiffre d'affaire baisse de près de 4% et le bénéfice net baisse de plus de 26%.

Nous attendons un projet industriel, annoncé mais toujours différé, et pas une politique odieuse qui consiste au cœur d'une forte crise économique à servir aux actionnaires des dividendes supérieurs aux résultats.

Nous dénonçons l'aveuglement de cette politique à court terme qui favorise la distribution d'énormes dividendes au détriment de la santé des salariés et de la satisfaction de nos clients. Nous attendons que les salariés ne soit plus considérés comme des pions dans un système à courte vue, exclusivement dévoué aux actionnaires.

Nous demandons que l'entreprise cesse de mettre en danger la vie de ses salariés, qu'elle accélère et modifie les messages envers son management pour que toute méthode de gestion caractérisant un harcèlement moral cesse.

D'autre part L'entreprise a reconnu le 16 février par la voix de M. Zylberberg avoir spolié depuis 2005 les salariés de l'argent de la restauration.

La CFE CGC a relevé un trou de plus de 20 millions d'euros qui est dû aux salariés.

Nous demandons que l'entreprise restitue l'argent aux comités d'établissement.

Nous attendons que le fruit du labeur des salariés leur soit rendu.